



**LAGOS — Les nouvelles violences au Nigeria depuis la présidentielle d'avril, entre chrétiens et musulmans dans le Nord, n'ont pas pour origine la religion mais la pauvreté dont souffre continuellement la population de ce géant pétrolier d'Afrique, selon des analystes.**

"Je pense que le plus grand problème est la pauvreté, qui existe d'une manière encore plus prononcée dans le nord que dans le sud" du pays, le plus peuplé d'Afrique avec près de 160 millions d'habitants, affirme à l'AFP Clément Nwankwo, directeur du centre d'analyse Policy and Legal Advocacy Centre.

Les violences post-électorales traduisent "le désespoir et la frustration de certains" Nigériens ne voyant pas d'exutoire. "Ils en sont arrivés à un point tel qu'ils se disent que leurs dirigeants font partie du problème", dit-il.

Les émeutes, qui ont affecté le Nord et fait plus de 500 morts selon une ONG nigérienne de défense des droits civiques, ont éclaté après l'élection présidentielle du 16 avril remportée (à 57% des voix) par le chef de l'Etat Goodluck Jonathan, chrétien du Sud, face à plusieurs adversaires dont le principal était le général Muhammadu Buhari, musulman du Nord.

Le général Buhari, crédité de 31% des suffrages, conteste les résultats du scrutin.

Pour Clément Nwankwo comme pour d'autres analystes interrogés par l'AFP, attribuer une origine religieuse à ces émeutes serait toutefois une mauvaise interprétation.

D'après eux, plusieurs facteurs sont susceptibles d'avoir mis le feu aux poudres: soupçons de fraudes, litiges entre militants du même bord ou de camps politiques différents.... mais strictement aucun n'a de lien avec la religion.

Dans un pays aussi turbulent que le Nigeria, aux quelque 250 groupes ethniques, avec de fabuleuses richesses en pétrole et gaz mais dont 70% de la population est pauvre, de réelles disparités existent entre le Nord, majoritairement musulman, et le Sud, à dominante chrétienne. Le Nord a longtemps été économiquement marginalisé par rapport au Sud, pétrolifère, ce qui alimente les animosités.

Les églises et mosquées incendiées courant avril dans le Nord ne l'ont pas été par des extrémistes religieux mais par des foules visant les symboles du camp adverse, estiment les analystes.

Ainsi, notent-ils, des chefs musulmans du Nord soupçonnés de corruption ont été pris à partie par les émeutiers, excédés par un système de prévarication d'ampleur gigantesque, exacerbant le ressentiment dans des régions qui souffrent d'un taux élevé de chômage parmi les jeunes.

"C'est une communauté impressionnante de jeunes, et aucun effort n'a été fait pour sortir les gens de ce profond désespoir", déclare Chidi Odinkalu, de Open Society Justice Initiative.

Beaucoup dans le Nord fondaient leurs espoirs sur Muhammadu Buhari même si, selon certains, il n'avait pas de véritable programme alternatif. Des pro-Buhari ont fait partie des manifestants descendus dans la rue après la présidentielle.

Pour Jibrin Ibrahim, chef du Centre pour la démocratie et le développement, le président Jonathan doit s'attaquer au développement du Nord durant son mandat, afin que le pays puisse sortir du cycle de violences.

La semaine dernière, M. Jonathan avait affirmé que les dernières violences rappelaient les événements ayant conduit à la guerre du Biafra (sud-est), qui a duré trente mois (1967-1970) et fait selon les estimations un à deux millions de morts.

Il n'a pas tort, affirme Jibrin Ibrahim, en avertissant: "Ce genre de choses se déclenche facilement mais s'arrête difficilement. Ca pourrait continuer comme ça et avant qu'on ne le sache, tout le pays pourrait s'embraser".

*De Michael SMITH (AFP)*

